



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Entreprises nationales

Question au Gouvernement n° 2345

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Gerard Cornu.

M. Gerard Cornu. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, le Credit Lyonnais, 100 à 130 milliards, le Credit foncier, 10 milliards, le GAN, 20 milliards, la SNCF: 132 milliards, (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Ce n'est pas la même chose !

M. Gerard Cornu. ... Air France, 35 milliards (Même mouvement)...

M. Jean-Michel Ferrand. L'héritage socialiste !

M. Gerard Cornu. Face à de telles pertes, les Français s'interrogent. Comment a-t-on pu en arriver là ? (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Louis Mexandeau. Et la mairie de Paris ?

M. Gerard Cornu. Ils se demandent surtout qui va régler la facture de la gestion aventureuse des gouvernements socialistes. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Ces mêmes Français regrettent que nos marges de manoeuvre soient ainsi amputées par les erreurs du passé. Autant d'argent que l'on aurait pu investir pour l'avenir de notre pays. (Mêmes mouvements.)

M. Didier Boulaud. Et la «Casetta» !

M. Gerard Cornu. Aussi, monsieur le ministre, ma question est très simple. Quelles mesures entendez-vous prendre pour qu'à l'avenir l'Etat exerce un véritable contrôle sur la gestion des entreprises publiques ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, les affaires que vous évoquez d'évoquer sont revoltantes pour l'ensemble de nos compatriotes. Les pertes des entreprises publiques sont des pertes pour notre communauté nationale.

La seule bonne réponse à y apporter, c'est de sortir de cette économie qui devoie l'Etat lorsqu'il veut être actionnaire. Il faut mettre un terme à cette économie étrange, à cette économie administrée, voilà l'enseignement majeur que nous devons en tirer.

Mme Frédérique Bredin. Il faut changer de Premier ministre ?

M. le ministre de l'économie et des finances. Et il faut bien sûr procéder à la privatisation, pour rendre au secteur privé des entreprises du secteur marchand.

M. Philippe Briand. Très bien !

M. le ministre de l'économie et des finances. Cela dit, il ne s'agit pas de privatiser dans des conditions «frenétiques». Nous devons nous préoccuper du sort de ces entreprises, des hommes et des femmes qui en sont les salariés. Et nous devons, aussi longtemps que la privatisation n'est pas accomplie, exercer la responsabilité de l'actionnaire. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Je prépare donc une réforme du Trésor...

M. André Fanton. Enfin !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... pour que soient désormais scindées les fonctions d'Etat

regulateur et les fonctions d'Etat actionnaire (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), pour que ceux qui assument la responsabilite d'actionnaires puissent exercer les impulsions necessaires, dans un souci de sincerite des etats financiers.

M. Christian Bataille. Vous etes un Tartufe !

M. le ministre de l'economie et des finances. C'est parce que, pendant des annees, on a repousse les transformations necessaires et refuse d'avoir une vision realiste de la situation, que les reformes n'ont pas ete accomplies.

Il importe au demeurant que nous recherchions toutes les responsabilites sur les affaires passees.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Mais nous devons egalement nous preoccuper de l'avenir de ces entreprises, parce qu'est en jeu le sort de milliers d'hommes et de femmes que nous respectons.

Nous devons assurer la perennite de ces entreprises.

M. Christian Bataille. Hypocrite !

M. le ministre de l'economie et des finances. Aussi longtemps que la privatisation n'est pas intervenue, l'Etat doit assumer sa responsabilite d'actionnaire.

Telles sont, monsieur le depute, les orientations que j'ai prises. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Gerard Cornu.

M. Gerard Cornu. Monsieur le ministre de l'economie et des finances, le Credit Lyonnais, 100 a 130 milliards, le Credit foncier, 10 milliards, le GAN, 20 milliards, la SNCF: 132 milliards, (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)...

Plusieurs deputes du groupe socialiste. Ce n'est pas la meme chose !

M. Gerard Cornu. ... Air France, 35 milliards (Meme mouvement)...

M. Jean-Michel Ferrand. L'heritage socialiste !

M. Gerard Cornu. Face a de telles pertes, les Francais s'interrogent. Comment a-t-on pu en arriver la ?

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Louis Mexandeu. Et la mairie de Paris ?

M. Gerard Cornu. Ils se demandent surtout qui va regler la facture de la gestion aventureuse des gouvernements socialistes. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Ces memes Francais regrettent que nos marges de manoeuvre soient ainsi amputees par les erreurs du passe. Autant d'argent que l'on aurait pu investir pour l'avenir de notre pays. (Memes mouvements.)

M. Didier Boulaud. Et la «Casetta» !

M. Gerard Cornu. Aussi, monsieur le ministre, ma question est tres simple. Quelles mesures entendez-vous prendre pour qu'a l'avenir l'Etat exerce un veritable controle sur la gestion des entreprises publiques ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, les affaires que vous evoquez d'evoquer sont revoltantes pour l'ensemble de nos compatriotes. Les pertes des entreprises publiques sont des pertes pour notre communaute nationale.

La seule bonne reponse a y apporter, c'est de sortir de cette economie qui devoie l'Etat lorsqu'il veut etre actionnaire. Il faut mettre un terme a cette economie etrange, a cette economie administree, voila l'enseignement majeur que nous devons en tirer.

Mme Frederique Bredin. Il faut changer de Premier ministre ?

M. le ministre de l'economie et des finances. Et il faut bien sur proceder a la privatisation, pour rendre au secteur prive des entreprises du secteur marchand.

M. Philippe Briand. Tres bien !

M. le ministre de l'economie et des finances. Cela dit, il ne s'agit pas de privatiser dans des conditions «frenetiques». Nous devons nous preoccuper du sort de ces entreprises, des hommes et des femmes qui en

sont les salaires. Et nous devons, aussi longtemps que la privatisation n'est pas accomplie, exercer la responsabilité de l'actionnaire. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Je prépare donc une réforme du Trésor...

M. André Fanton. Enfin !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... pour que soient désormais scindées les fonctions d'Etat régulateur et les fonctions d'Etat actionnaire (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), pour que ceux qui assument la responsabilité d'actionnaires puissent exercer les impulsions nécessaires, dans un souci de sincérité des états financiers.

M. Christian Bataille. Vous êtes un Tartufe !

M. le ministre de l'économie et des finances. C'est parce que, pendant des années, on a repoussé les transformations nécessaires et refuse d'avoir une vision réaliste de la situation, que les réformes n'ont pas été accomplies.

Il importe au demeurant que nous recherchions toutes les responsabilités sur les affaires passées.

(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Mais nous devons également nous préoccuper de l'avenir de ces entreprises, parce qu'est en jeu le sort de milliers d'hommes et de femmes que nous respectons.

Nous devons assurer la pérennité de ces entreprises.

M. Christian Bataille. Hypocrite !

M. le ministre de l'économie et des finances. Aussi longtemps que la privatisation n'est pas intervenue, l'Etat doit assumer sa responsabilité d'actionnaire.

Telles sont, monsieur le député, les orientations que j'ai prises. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Données clés

Auteur : [M. Cornu Gérard](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2345

Rubrique : Secteur public

Ministère interrogé : économie et finances

Ministère attributaire : économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mars 1997, page 2060

Réponse publiée le : 20 mars 1997, page 2060

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mars 1997